



Pour une école de la réussite et de l'émancipation de toutes et tous les élèves.

Après la réforme des lycées imposée par le ministre Chatel sous Sarkozy, celle

de l'école élémentaire imposée par le ministre Peillon sous le masque des rythmes scolaires et celle des programmes de l'école obligatoire actuellement programmée « bien articulés avec le socle commun de connaissances, de compétences et de culture, dont ils sont la déclinaison à chaque cycle, la Ministre Najat Vallaud Belkassem veut imposer sa réforme du collège sans que les personnels et les usagers puissent véritablement en débattre dans les établissements scolaires, suscitant une polémique politicienne destinée à en masquer les véritables enjeux. Ces réformes, dont on nous assure qu'elles sont destinées à mieux

Conçue dans la continuité des précédentes, la réforme du collège menée à moyens constants dans le cadre des politiques d'austérité qui dégradent le service public d'éducation ne correspond en rien aux besoins des élèves en difficulté. Elle aggrave les inégalités, les conditions de travail des personnels, met en concurrence personnels, disciplines et établissements.

- **Les Enseignements Pratiques Interdisciplinaires**, présentés comme la vitrine du projet sont mis en place en supprimant des heures d'enseignement disciplinaires, sans aucun moyen pour les personnels de se concerter véritablement et de travailler en équipe dans le cadre de leur service.
- **Les personnels enseignants** n'ont aucun moyen de lutter contre l'échec scolaire de façon efficace puisque les effectifs par classe ne sont

prendre en compte les difficultés rencontrées par les élèves issus des milieux populaires se confortent en effet mutuellement dans la volonté de préserver la fonction structurellement ségrégative d'un système qui, au lieu de corriger les déterminismes sociaux les aggrave. Ainsi la droite - Chatel, Sarkozy et consorts - dont la politique a consisté lorsqu'elle était au pouvoir en la suppression de la formation professionnelle des enseignants et de dizaines de milliers de postes, cherche aujourd'hui à faire croire qu'elle se soucie de la lutte contre les inégalités et pour la réussite de tous les élèves.

pas réduits et que l'aide personnalisée se fera en classe entière.

- **Les chefs d'établissement** ont tout pouvoir pour organiser localement la structure de leur établissement et contenus d'enseignement à travers la modulation des horaires disciplinaires dus aux élèves et la mise en place des EPI, étape supplémentaire dans la remise en cause de l'unicité du service public d'éducation nationale.
 - **Cette déréglementation programmée** aggravera les inégalités de traitement déjà existantes entre les élèves et entre établissements, accentuant de fait leur mise en concurrence, favorisant encore le développement de l'enseignement privé.
- La grève du 19 mai** à l'appel des organisations syndicales est une première étape dans la mobilisation qui doit permettre d'obtenir le retrait de cette contre-réforme.

OUI, UNE AUTRE ÉCOLE EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE. C'est pourquoi cette lutte doit aussi être l'occasion de porter un autre projet, un projet réellement émancipateur pour tou-te-s les élèves, qui rompe avec la fonction de tri social que les forces conservatrices veulent préserver. Partout où c'est possible, rencontrons nous, débattons, personnels de l'Education Nationale, usagers du service public, citoyen-ne-s, élu-e-s, de l'école que nous voulons, par exemple à travers l'organisation de forums citoyens locaux. **Pour créer les conditions politiques, matérielles et pédagogiques de la réussite et de l'émancipation de tous les élèves, il faut changer de logiciel !**